

Brochure n° 3330

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2526. – ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES**  
**DE L'HABITAT SOCIAL**

---

AVENANT N° 5 DU 11 DÉCEMBRE 2012  
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1350069M  
IDCC : 2526

Entre :  
L'USH ;  
La FNAR ;  
L'AFPOLS ;  
L'HTC,

D'une part, et  
La fédération BATIMAT-TP CFTC ;  
La FNCB CFDT ;  
Le SNUHAB CFE-CGC ;  
La FSPSS CGT-FO,

D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent article a pour objet, dans le cadre de l'article L. 6332-18 portant création du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP), de fixer les modalités permettant de répartir les sommes mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 6332-19 du code du travail.

**Répartition**

Le montant calculé selon les modalités fixées par l'article L. 6332-19 du code du travail est réparti comme suit :

- au titre du plan de formation : 60 % du taux fixé sur la collecte légale plan de formation ;
- au titre de la professionnalisation : 100 % du taux fixé sur la collecte légale professionnalisation majoré du solde de 40 % du taux fixé de la collecte plan de formation.

**Date d'application**

Cette décision s'applique à compter de la collecte assise sur les masses salariales 2013.

Les parties conviennent de se revoir dans la mesure où les besoins de financement résultant des engagements de formation pris par Unifformation au titre de la professionnalisation et du plan de formation ou l'évolution des taux tels qu'ils résultent de l'article L. 6332-19 du code du travail conduiraient à modifier cette répartition. La décision sera prise par les parties signataires du présent accord, au vu du bilan annuel produit par Unifformation.

## **Article 2**

L'article 9.2 « Prise en charge des actions » de l'accord du 20 septembre 2005 revu par l'avenant n° 2 du 21 décembre 2010, l'avenant n° 3 du 5 mai 2011 et l'avenant n° 4 du 9 juillet 2012 est complété par le texte suivant :

« En lieu et place d'un avenant à l'accord collectif national, la CPNEF a autorité pour délibérer sur les montants de prise en charge des actions de formation dans le cadre des contrats de professionnalisation et des périodes de professionnalisation. »

Le présent accord fait l'objet d'un dépôt dans les conditions définies par le code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder à la demande d'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 11 décembre 2012.

(Suivent les signatures.)